

# futuribles

INTERNATIONAL

47 rue de Babylone • 75007 Paris • France  
Tél. : 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax : 33 (0)1 42 22 65 54  
forum@futuribles.com • www.futuribles.com

## *L'avenir du régime politique russe*

---

### COMPTE RENDU

DE LA TABLE RONDE DU 26 JANVIER 2009

---

*Marie Mendras est politologue au CNRS (Centre national de la recherche scientifique) ; elle enseigne à la London School of Economics et à l'Institut d'études politiques de Paris, et elle dirige l'Observatoire de la Russie au CERI (Centre d'études et de recherches internationales). Elle a récemment publié Russie. L'envers du pouvoir (Paris, Odile Jacob 2008).*

Jusqu'à présent, la vision de la fédération de Russie qui prévalait en Occident était celle d'un pays sorti de la crise des années 1990 (tant économique que politique) grâce à la présidence de Vladimir Poutine (2000-2008). Selon bien des observateurs occidentaux, la Russie, sous la direction de V. Poutine, a renoué avec la croissance économique, consolidé sa puissance militaire et choisi la voie d'un régime autoritaire dont le *leader* (même après l'élection de son successeur désigné) demeure très populaire auprès de la majorité des Russes.

Cette vision doit cependant être fortement nuancée et la crise économique actuelle a de fortes chances de rebattre les cartes. En ce début d'année 2009, la plupart des ministères et des grandes entreprises russes sont en difficulté : la chute des cours des hydrocarbures, liée à une baisse de la consommation mondiale, a de fortes répercussions sur l'économie russe. Les rentrées d'argent sont bien moins importantes que prévu alors que les entreprises russes perdent de leur valeur en Bourse, et l'État russe va sans doute être appelé à intervenir davantage dans l'économie. La croissance économique russe était encore d'environ 6 % en 2008,

mais la crise mondiale provoquera certainement une sérieuse récession en 2009.

Par ailleurs, la puissance retrouvée de l'État russe s'est exprimée ces derniers temps par un recours non dissimulé à la force, tant lors du conflit avec la Géorgie en août 2008 que lors de la crise gazière encore non résolue avec l'Ukraine.

En ce sens, il est clair que la stabilité du régime n'est que de façade tandis que les dirigeants russes n'ont pas encore avancé de réponses aux multiples défis qui se posent à leur pays. La Russie a-t-elle été préparée au mieux pour affronter cette situation ? Un régime plus ouvert, plus concurrentiel, plus démocratique n'aurait-il pas su tirer mieux parti de la rente pétrolière, et mieux préparer ainsi la Russie au retournement de l'économie mondiale ? De fait, Vladimir Poutine a procédé à des choix engageant l'avenir : celui d'une régression vers un régime de moins en moins démocratique et de plus en plus autoritaire, et celui d'un affaiblissement voulu des institutions publiques.

La première caractéristique du système poutinien est l'absence totale d'alternance politique comme l'ont montré les élections législatives de décembre 2007 et l'élection

présidentielle de mars 2008. Dmitri Medvedev a été choisi par son prédécesseur et son élection au suffrage universel n'a fait qu'entériner ce choix préalable. Une telle situation montre bien que le pouvoir actuel ne veut courir aucun risque, même pas celui de l'élection de députés susceptibles de remettre en question la toute-puissance de l'exécutif. En ce sens, ce verrouillage des institutions pourrait bien se révéler ambivalent et symboliser à la fois l'apogée et le début de la fin du système poutinien. Le refus de tout arbitrage par le suffrage universel ou par des élites extérieures au système n'est pas sans risque : il conduit à un arbitrage interne des conflits alors que le pouvoir est constitué de groupes aux intérêts souvent divergents qui se disputent le contrôle des grandes entreprises d'État en toute opacité.

Le contrôle de l'information est le deuxième pilier de l'édifice mis en place par Vladimir Poutine et fonctionne de façon très efficace : les chaînes de télévision qui diffusent sur l'ensemble du territoire russe sont contrôlées par l'État, tandis que l'autocensure fonctionne à plein dans les autres médias. À ceci s'ajoutent les assassinats et tabassages de journalistes et personnalités qui militent pour les droits et libertés publiques.

Ce contrôle de l'information va de pair avec des atteintes de plus en plus importantes à l'indépendance du pouvoir judiciaire, comme le montre par exemple l'affaire du colonel Boudianov, cet officier jugé et condamné pour avoir assassiné une jeune Tchétchène et récemment libéré pour bonne conduite.

Néanmoins, cette emprise officielle sur l'information a de nombreux inconvénients pour le pouvoir lui-même. Elle a pour corollaire une désinformation des hommes politiques et des grandes entreprises, phénomène qui rappelle fortement la période soviétique. À force d'autocensure de la presse et de pression exercée sur les médias, les hommes politiques finissent par être eux-mêmes mal informés, ce qui explique, semble-t-il, que certains médias (comme *Kommersant* ou *Novaia Gazeta*) ne soient

pas encore mis sous coupe réglée : ils représentent paradoxalement une source d'information non négligeable pour le pouvoir.

L'autre talon d'Achille du système poutinien actuel est sans doute la fragilité du pacte entre le pouvoir politique et les élites. Ces dernières ont accepté, bon gré mal gré, l'autoritarisme du système politique en échange de la garantie d'une croissance économique élevée, d'un enrichissement personnel et d'une ouverture sur le monde extérieur. Or, la crise économique actuelle risque de remettre en cause cet équilibre fragile et ce soutien en creux des élites. En effet, la croissance économique de ces dernières années ne s'est pas accompagnée de la mise en place d'une concurrence saine ni des règles d'un état de droit qui pourraient amortir les conséquences de la crise qui débute.

Les élites russes sont en réalité déjà partagées sur le régime, comme le montrent des études menées par les sociologues du centre Levada. D'après celles-ci, les membres de l'élite ont fortement conscience de la grande fragilité du régime actuel. Ils comprennent bien son fonctionnement qui repose sur le contrôle de l'information et sur la rente engrangée grâce aux matières premières. Ils savent également que la croissance économique aurait pu être plus forte, que le développement économique a été fort déséquilibré et n'a pas conduit à une amélioration des infrastructures, ni à une redistribution des richesses, ni à une lutte efficace contre les inégalités économiques et géographiques. Quant aux jeunes membres de ces élites, ils s'inquiètent des conséquences que pourront avoir les dysfonctionnements du régime politique sur leur avenir économique et vont sans doute tester les dirigeants russes actuels sur leur capacité à répondre à la crise qui s'annonce.

Au sein du reste de la population, le même constat s'impose. L'amélioration des conditions de vie a été considérable et a coïncidé avec le régime poutinien et on peut se demander quelle sera la réaction de la majorité des Russes en cas de crise économique sévère.

Si la confiance faite au système poutinien dans la société russe est toute relative, il n'en demeure pas moins que ce système a semé les graines d'un changement inquiétant de mentalités. L'idée d'un complot contre la Russie fomenté par l'étranger est savamment entretenue par le gouvernement et relayée par les médias contrôlés. Une image de « l'ennemi » s'est construite progressivement, désignant les Tchétchènes, puis plus récemment les Géorgiens et les Ukrainiens. La Russie s'isole de plus en plus et impose la confrontation à ses anciens partenaires, notamment l'Union européenne. Ces évolutions sont particulièrement préoccupantes dans la mesure où elles engagent l'avenir de la Russie à moyen terme. Tous les sondages récents montrent ainsi que les jeunes russes sont peu ouverts sur le monde et peu soucieux des libertés publiques.

Dans le même ordre d'idées, l'histoire russe du XX<sup>e</sup> siècle est en train d'être réécrite sous la dictée des autorités. Ainsi, pour ne prendre que quelques exemples de la *vulgate* poutinienne, le pacte Ribbentrop-Molotov est dorénavant présenté comme une décision ayant sauvé l'Europe du nazisme, de même que l'année 1991 et la disparition de l'URSS sont désormais synonymes de plus grande catastrophe de l'histoire récente du pays.

La Russie de Poutine n'était sans doute pas condamnée à une telle évolution dès 2000. Le tournant semble avoir été pris en 2003-2004, au début du second mandat de V.

Poutine, lorsque les réformes lancées dans l'administration ou l'armée s'enlisent. De nombreux problèmes outre ceux évoqués précédemment demeurent, notamment l'affaiblissement démographique de la Russie, ainsi que les questions sensibles d'immigration puisque actuellement de très nombreux ressortissants des anciennes républiques soviétiques travaillent dans l'illégalité en Russie. Par ailleurs, les systèmes d'éducation et de santé attendent toujours une réforme de fond pour aller vers plus d'efficacité et d'équité. Les inégalités sociales restent très importantes ; si la grande pauvreté a certes diminué grâce à la croissance des années 2000, elle reste cependant à un niveau élevé (15-20 %) et les écarts de richesse se sont considérablement creusés. Enfin, la violence, à la fois au sein de la société et dans les relations de la Russie avec ses voisins, reste omniprésente. Certaines populations — notamment les vétérans de Tchétchénie — sont les acteurs et les victimes d'une violence sociale de plus en plus visible, et certaines régions, comme le Nord-Caucase, sont particulièrement touchées. De la même façon, les relations de la Russie avec certains de ses voisins (Ukraine, pays baltes, Géorgie) sont de plus en plus tendues. La dernière crise gazière avec l'Union européenne et l'élection de Barack Obama qui fait craindre à la Russie le retour d'une autre Amérique sur le devant de la scène internationale, risquent de durcir encore plus la position russe.

### *Extrait des débats*

- L'une des questions posées a porté sur le poids du passé et le fait que la Russie n'avait jamais connu de réel régime démocratique dans son histoire. Marie Mendras a souligné qu'effectivement, le contexte historique de la Russie avait toujours été contraire au développement de la démocratie. Cependant, ce « culturalisme » (qui expliquerait que la Russie ait besoin d'un pouvoir fort) est un argument dangereux dans la mesure où il est actuellement utilisé

par le régime pour justifier un « exceptionnalisme » russe. Or, dans les années 1990, malgré d'énormes difficultés économiques, la société russe a aspiré à autre chose qu'un régime autoritaire. Au-delà du discours poutinien extrêmement négatif sur les années Eltsine qui imprègne maintenant la société russe, il faut souligner qu'il s'est agi d'une période d'ouverture sans précédent et d'aspirations sociales nouvelles.

- La question du contrôle des organisations non gouvernementales (ONG) russes ou présentes en Russie a également été abordée. Là encore, le rôle d'Internet est très important. On estime à 25 % la proportion de Russes ayant régulièrement accès à Internet, soit le quart le plus éduqué et le plus aisé de la population. Il en résulte effectivement une certaine ouverture sur l'extérieur d'une partie de la société russe. Toutefois, les Russes qui ont accès à Internet ne vont pas nécessairement, loin de là, visiter les sites les plus critiques à l'égard du gouvernement russe. D'où l'absence de volonté, pour le moment du moins, de fermer ces sites, exception faite de certains sites consacrés au Nord-Caucase. Quant aux ONG, il apparaît étonnant que le pouvoir russe soit aussi désireux de fermer certaines d'entre elles alors qu'elles ne représentent pas une réelle menace. Deux hypothèses peuvent être envisagées pour expliquer un tel comportement : soit le fait qu'il est difficile pour un régime autoritaire de savoir s'arrêter ; soit qu'il s'agisse d'un autre héritage du soviétisme. Toujours est-il qu'il est assez désespérant de voir le peu de réaction des Russes face aux atteintes aux libertés fondamentales.

- L'Occident n'est-il pas en partie responsable de l'hostilité que la Russie lui témoigne, ainsi que du sentiment d'humiliation et du ressentiment des Russes ? Effectivement, les contraintes extérieures, notamment les politiques européenne et américaine, ont joué un rôle, toutefois elles n'ont pas fait à elles seules la politique intérieure de la Russie et il faut absolument remettre en cause la théorie du complot souvent utilisée par les Russes eux-mêmes pour expliquer leurs difficultés dans les années 1990. Néanmoins, il est certain que les pays occidentaux ont fait des erreurs de

jugement lors de la période de transition vers l'économie de marché. Tant Mikhaïl Gorbatchev que Boris Eltsine ont sans doute trop attendu des pays occidentaux et de leur aide pour adapter la Russie à un nouveau système économique. S'en sont suivis une grande déception et le sentiment, très répandu dans la population russe, que la Russie avait été flouée. Il en est allé fort différemment dans les pays d'Europe de l'Est qui, eux, ont été beaucoup aidés par l'Union européenne et par l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord).

- Ne doit-on pas souligner la déliquescence paradoxale du pouvoir et la multiplication de potentats locaux qui tirent parti d'un fort sentiment d'impunité ?

Effectivement, V. Poutine, contrairement à ce que l'on pourrait penser à première vue, a déconstruit l'État. De nombreux acteurs légaux ou illégaux savent qu'ils peuvent agir en toute impunité. Par ailleurs, Vladimir Poutine n'a pas les moyens financiers de mettre en œuvre des politiques locales et se désintéresse de la Russie réelle. Certes, il veille à ce qu'aucune situation sociale ne soit assez tendue pour dégénérer, mais la Russie actuelle est tout sauf un système centralisé. Le pouvoir est entre les mains de groupes et de réseaux politiques et financiers, autour de grandes entreprises et d'organisations proches de V. Poutine.

La déresponsabilisation des élites est incontestable dans la mesure où, à l'image du pouvoir politique actuel, elles n'ont pas à rendre de comptes ; mais cette absence de responsabilité s'est étendue aux autres sphères de la société. C'est d'ailleurs en partie ce qui explique que le pouvoir ne soit pas inquiété de façon significative, du moins pour le moment.

*Maïa Werth*